



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

MARDI 26 JANVIER 2016

SALARIE(E)S DU PRIVE ET DU PUBLIC, UNISSONS-NOUS !

POURQUOI ?

Parce que notre destin en tant que salarié est commun : les uns dans les services et les entreprises privées, les autres dans la fonction publique, qu'elle soit territoriale, d'Etat ou hospitalière. Nous avons les mêmes difficultés pour nos conditions de travail, nos salaires. Nous avons les mêmes problématiques de surcharge au travail, de mépris, de sous-effectifs. Certains connaissent des licenciements imposés par le patronat tandis que d'autres souffrent des fermetures de services, des réorganisations, des non-remplacements et de la mobilité forcée, décidés par les gouvernements.

PARCE QU'IL NE FAUT PAS CROIRE QUE QUELQUES-UNS SERAIENT DES NANTIS PAR RAPPORT A D'AUTRES

Les fonctionnaires n'ont pas la garantie d'un emploi à vie, ils peuvent être licenciés pour tout un tas de raisons comme les salariés du privé. Ceux qui affirment cette fausse vérité sont les mêmes qui affirment qu'il y a trop de fonctionnaires, qu'ils coûtent. Ils vomissent sur la fonction publique comme ils crachent sur les travailleurs de l'industrie automobile, aéronautique, chimique sur les travailleuses des services à la personne, du commerce, de la santé privée. Ils haïssent les chômeurs qui seraient fautifs de leur chômage et les retraités qui devraient reprendre leur travail. Les salariés, qu'ils travaillent ou pas, coûtent cher. Nous devrions travailler gratuitement et même payer pour être exploités.

PARCE QUE LES FONCTIONNAIRES NE COUTENT PAS, ILS FONCTIONNENT POUR L'INTERET GENERAL

Sans la fonction publique, qui assure un grand nombre de missions particulières, le vivre ensemble serait réduit à sa plus simple expression. Que seraient les services sociaux, dans une période où la précarité et la fragilité sont de plus en plus importantes, sans des fonctionnaires qui ont et qui respectent leur devoir de neutralité, d'impartialité, de confidentialité ? Qu'en serait-il dans l'éducation nationale, dans les mairies, les préfectures, à l'hôpital public, où il n'y

a pas les notions de rentabilité, de productivité, de gains de production ?

Comment peut-on expliquer qu'un infirmier qui soigne à l'hôpital public, qu'une employée municipale d'une mairie qui tond, qu'une prof de l'éducation nationale qui enseigne seraient une dépense pour la société alors que l'infirmière dans les cliniques privées, que la même tonte réalisée par un salarié d'une entreprise privée d'espaces verts et que les cours donnés dans un collège privé par des professeurs formés par l'Etat, seraient des activités qui rapporteraient, des activités qui créeraient des richesses ?

Ceux qui nous disent ça, le patronat et les gouvernements, pensent que seule la propriété privée à but lucratif, que seuls ceux qui possèdent, qui exploitent l'ensemble des salariés sont les créateurs de plus-value. Pour autant les fonctionnaires créent de la richesse mais elle n'est pas marchande. Ils créent du soin, du savoir et de la connaissance, du lien social, de l'entretien de biens publics, de routes, etc...

Pour le patronat et certains partis politiques, la privatisation est une chose indispensable pour notre pays. Nous avons des exemples qui nous prouvent l'inverse. La privatisation est uniquement bonne pour le patronat, pas pour les salariés, pas pour les populations.

Les salariés du secteur privé et les fonctionnaires sont dans le même bateau, celui de la réduction des salaires.

Ne nous divisons pas, ne soyons pas acharnés à vouloir trouver un bouc émissaire à nos propres difficultés, ne nous laissons pas influencer par les sirènes médiatiques qui roulent pour le grand patronat et le monde de la finance.

SOYONS SOLIDAIRES, COMBATIFS ENSEMBLE.

Tous les salariés de ce pays, sur le continent européen et dans le monde ont les mêmes préoccupations : trouver du travail, pouvoir vivre et non survivre.

RASSEMBLEMENTS

<u>BOURGES</u>	:	10 H 30	Place Séraucourt
<u>VIERZON</u>	:	10 H 00	Devant l'hôpital
<u>ST AMAND</u>	:	10 H 30	Place de la République